

Entretien avec le ministre des Affaires étrangères hollandais dans Corriere della Sera (11 juin 1969)

Légende: Le 11 juin 1969, accordant un entretien au quotidien italien Corriere della Sera, Joseph Luns, ministre néerlandais des Affaires étrangères, se dit tout à fait favorable à l'élargissement de la Communauté économique européenne (CEE).

Source: Corriere della Sera. dir. de publ. Spadolini, Giovanni. 11.06.1969, n° 133; anno 94. Milano: Corriere della Sera. "Intervista col Ministro degli Esteri Olandese", auteur:Pieroni, Alfredo , p. 5.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/entretien_avec_le_ministre_des_affaires_etrangeres_hollandais_dans_corriere_della_sera_11_juin_1969-fr-f6115052-c278-4bc5-9d18-2d7b915d3f10.html



Date de dernière mise à jour: 06/07/2016

Entretien avec le ministre des Affaires étrangères néerlandais

Ouvrir les portes du Marché commun

Selon M. Luns, pour relancer l'Europe, il faut accueillir dans la Communauté des «Six» l'Angleterre et les autres pays candidats; si le gouvernement de Paris n'abandonne pas la ligne gaulliste, il sera possible de réaliser une forme d'union politique, en dehors de la CEE et sans la France.

De notre envoyé spécial

La Haye, le 10 juillet, la nuit.

Une forme d'union politique sans la France, réalisée en dehors du Marché commun, sera possible si le prochain gouvernement français persiste dans sa politique gaulliste et continue à s'opposer à l'entrée de l'Angleterre dans la Communauté économique européenne. Telle est la conviction du ministre néerlandais des Affaires étrangères Joseph Luns, qui le premier juillet assumera la présidence tournante du Conseil de ministres du Marché commun.

Joseph Luns, qui détient depuis plus de douze ans le portefeuille des Affaires étrangères de son pays, a déjà présidé à trois reprises le Conseil de ministres du Marché commun; il est convaincu que lors de sa prochaine présidence tournante, au second semestre de 1969, la Communauté affrontera enfin son problème le «plus important et le plus urgent»: l'admission des nouveaux candidats. C'est l'opinion qu'il exprime dans la présente interview, un entretien qu'il nous a accordé il y a quelques jours à La Haye.

Question: Le premier juillet prochain, vous assumerez la présidence du Conseil de ministres du Marché commun. Proposez-vous de prendre des initiatives particulières pour assurer le redémarrage européen?

Réponse: J'essaierai rapidement d'obtenir des gouvernements des pays membres une déclaration d'intention au sujet de la Communauté. Peut-être ne sera-t-il pas possible de débiter directement les négociations avec les nouveaux candidats (Grande Bretagne, Danemark, Norvège et Irlande), mais je crois qu'il sera possible de tomber d'accord sur une déclaration commune des Six.

Q: Pourquoi pensez-vous que la France souhaite à l'instar des cinq autres membres l'entrée de la Grande-Bretagne?

R: Je ne dis pas que la participation française va de soi. En juillet, ce pourrait être trop tôt pour que la France change de politique. Quoiqu'il en soit, il me semble que les déclarations faites par M. Pompidou durant la campagne électorale sont plutôt positives. Nous ne pouvons donc pas exclure qu'il accepte de se joindre à nous dans le cadre d'une simple déclaration d'intention.

Q: À l'occasion de la récente réunion de l'UEO à La Haye, le ministre allemand Willy Brandt a avancé l'idée de convoquer pour l'automne une conférence au sommet entre les Six du Marché commun et la Grande-Bretagne. Pensez-vous que cela soit possible?

R: Oui, selon moi c'est possible. Je pense que ce sommet pourrait se tenir rapidement et que les négociations avec l'Angleterre pourraient démarrer le même automne.

Q: Croyez-vous que la Grande-Bretagne acceptera le principe de la supranationalité des institutions communautaires?

R: Ce qui est certain, c'est que la Grande-Bretagne, si elle veut entrer dans le Marché commun, devra se plier de façon claire à tous les principes de supranationalité implicites contenus dans les traités de Rome.

Q: M. Debré a déjà fait part de son refus d'examiner d'autres candidatures avant d'avoir cerné les problèmes du financement de la politique agricole.

R: C'est exact, mais c'est la volonté du nouveau président qui importera et qui fera la différence, de même que la formation du nouveau gouvernement aura elle aussi toute son importance. Pour savoir exactement quelle sera la nouvelle attitude française, il faudra connaître la composition de ce gouvernement et donc la portée politique de cette nouvelle donnée. Il sera, par exemple, important de savoir si M. Giscard d'Estaing sera au nombre des membres de cet exécutif et dans quel rôle.

Q: Vous serez le président du Conseil de ministres pour six mois. Y-a-t-il quelque chose d'autre que vous vous proposez de faire avant l'automne?

R: Nous devons faire face à d'autres problèmes, et nous ne nous y déroberons pas. La volonté existe, nous en avons aussi eu la preuve en rencontrant Pietro Nenni, qui est un grand défenseur de l'idée européenne. Nous ne devons ni ne pouvons accorder la priorité à aucun autre problème au détriment de l'élargissement de la Communauté. À chaque fois que nous refusons une demande d'adhésion, nous faisons quelque chose qui n'est ni juste ni logique. On nous parle de réorganisation et de dynamisation de nos institutions, alors le premier et le meilleur moyen de le faire est d'admettre de nouveaux candidats.

Q: Quels sont les autres problèmes auxquels il faudra faire face?

R: Il y a une chose qu'il faut souligner: il est, par exemple, illogique d'affronter le problème de l'agriculture quand on sait que nous devons à nouveau rapidement nous pencher sur la question lorsque l'Angleterre nous aura rejoint. Il convient de faire un seul examen. Mais nous devons démocratiser nos institutions, en attribuant par exemple d'authentiques pouvoirs au Parlement européen. Il nous faut aussi harmoniser nos systèmes fiscaux, de même que mettre un terme à la période transitoire de la Communauté.

Q: Selon vous, l'imminence des élections en Allemagne se traduit-elle par le ralentissement des travaux dans l'un ou l'autre domaine communautaire?

R: Non. Pour ce qui est de l'entrée de la Grande-Bretagne, le sujet le plus important et le plus controversé, nous nous attendons à ce que le prochain gouvernement allemand soit aussi favorable que ne l'est l'actuel.

Q: On évoque à nouveau une force nucléaire européenne. Quelle est, à ce sujet, votre opinion et celle du gouvernement néerlandais?

R: Il s'agit là d'un problème qui ne figure pas dans nos agendas de travail, il est plutôt prématuré d'en parler. On pourrait éventuellement voir dans une force nucléaire l'accomplissement ultime d'un long processus d'unification. Le gouvernement néerlandais se ménage un droit de réserve en la matière.

Q: Une dernière question. Dans l'hypothèse où le nouveau gouvernement français devait persister dans le refus gaulliste d'un élargissement de la Communauté, quelle serait la réaction de ses cinq partenaires?

R: Si M. Pompidou devait persister dans la politique du général de Gaulle, un profond malaise s'installerait dans la Communauté selon moi. Mais, plus important, je pense qu'il y aurait des initiatives politiques en dehors de la Communauté, dans le but de nouer des liens nouveaux et stables avec l'Angleterre à l'extérieur du Marché commun et de garantir le progrès de l'unité européenne, toujours en dehors des structures communautaires. En d'autres termes, la Communauté cesserait d'être le moteur principal de notre volonté de promouvoir l'unité européenne.

Alfredo Pieroni